



## Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO

## **Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues - Déclaration d'un système d'endiguement au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement - Dossiers d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et autres procédures administratives - Approbation**

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Le projet de protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues est inscrit au PAPI2 Lez Mosson Etangs palavasiens sous l'action 7.2. Cette action consiste à démolir les digues actuelles et à les reconstruire dans les règles de l'art pour augmenter leur niveau de protection jusqu'à une crue du Coulazou d'occurrence centennale.

Montpellier Méditerranée Métropole a confié à un bureau d'études spécialisé une mission de maîtrise d'œuvre complète pour la conception des aménagements et le suivi des travaux de reconstruction des digues du Coulazou. Par délibération n°M2018-743 du 21 décembre 2018, le Conseil de Métropole a approuvé l'avant-projet des aménagements. Ceux-ci prévoient :

- la démolition de la digue de la Plantade et la construction d'une nouvelle digue sur un linéaire d'environ 1 km,
- la démolition de la digue des Campanelles et la construction d'une nouvelle digue sur un linéaire d'environ 1,2 km,
- la création d'un mur de protection en rive droite du Merdanson,
- le recalibrage du ruisseau des Combes et l'aménagement de sa traversée sous la nouvelle digue au niveau du quartier des Campanelles.

Le montant de l'avant-projet est estimé par le maître d'œuvre à 4 040 000 € HT.

Ces travaux sont soumis à autorisation environnementale au titre des articles R.181-13 et R.181-15-1-IV du Code de l'environnement. En vue de la sollicitation de cette autorisation, un dossier a été élaboré comprenant notamment :

- l'estimation de la population de la zone protégée et l'indication du niveau de protection dont bénéficie cette dernière,
- l'étude d'impact établie conformément aux dispositions des articles R.122-2 et R.122-3 du Code de l'environnement,
- l'étude de dangers établie conformément aux dispositions de l'article R.214-116 du Code de l'environnement,
- des consignes de surveillance des ouvrages en toutes circonstances et des consignes d'exploitation en période de crue, sur lesquelles s'engage la Métropole, gestionnaire des ouvrages, pour garantir le niveau de protection assuré.

Ce dossier conduit à déclarer le système d'endiguement « Coulazou » au titre des articles 181-1 à 181-4 du Code de l'environnement. Il sera composé :

- de la nouvelle digue de la Plantade, comprise entre l'ancienne voie SNCF et la façade Est du cimetière, au niveau de la rue Jean-Marc Rouan ;
- de la nouvelle digue des Campanelles, comprise entre les équipements sportifs communaux et la RD613 ;
- du mur de protection en rive droite du Merdanson.

Montpellier Méditerranée Métropole sera propriétaire des emprises foncières supportant les ouvrages hydrauliques à réaliser et le gestionnaire de ce système d'endiguement.

Les ouvrages constituant le système d'endiguement « Coulazou » et la zone protégée correspondante sont précisés sur la carte annexée à la délibération. La zone protégée est la zone soustraite à l'inondation qui serait causée en l'absence d'ouvrage et pour le niveau de crue retenue. Elle résulte ainsi de la différence entre les zones inondables estimées par modélisations hydrauliques avec et sans les digues du Coulazou. La zone protégée comporte notamment les secteurs densément habités des quartiers de la Plantade et des Campanelles, ainsi que le quartier situé en rive droite du ruisseau du Merdanson, représentant au total une population d'environ 500 personnes sur la commune de Fabrègues.

Au regard des enjeux à protéger et du fonctionnement hydraulique après aménagement, le niveau de protection défini correspond à la crue centennale du Coulazou, soit un débit de 300 m<sup>3</sup>/s au niveau de la traversée urbaine de Fabrègues. Ce niveau de protection correspond au débit de crue au-delà duquel la zone protégée est inondée.

Les principales mesures que va mettre en œuvre la Métropole afin de maîtriser les risques et de maintenir le niveau de protection défini ci-avant du système d'endiguement « Coulazou » sont les suivantes :

- réalisation de consignes de surveillance, périodes normale et post-crues, visites régulières de l'ouvrage par des agents de la Métropole, réalisation de Visites Techniques Approfondies et suivi topographique d'éventuels tassements, conformément aux dispositions des articles R.214-122 et R.214-123 du Code de l'environnement,
- mise en œuvre d'une procédure de suivi du débit du Coulazou en période de crue, information en cas de crise des services de l'État chargés de la sécurité publique, dont la Préfecture, la Direction Régionale Environnement Aménagement Logement (DREAL), le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile et de la commune de Fabrègues,
- mise en œuvre d'une procédure d'intervention d'urgence, par le déplacement sur place d'agents de la Métropole, recours aux marchés publics existants, avec clauses d'astreinte, pour interventions d'entreprises afin de réparer d'éventuels dommages graves aux ouvrages, dès la décrue du Coulazou,
- diffusion de l'étude de dangers au Maire de Fabrègues, afin de lui permettre d'actualiser le Plan Communal de Sauvegarde.

En complément de la demande d'autorisation de réaliser le système d'endiguement décrit ci-avant, il y a lieu d'engager les procédures d'enquêtes publiques afin de permettre :

- l'acquisition, si besoin par expropriation, du foncier nécessaire sur les emprises du projet,
- l'obtention des autorisations requises pour la réalisation des travaux.

Les dossiers soumis à ces procédures d'enquêtes sont établis conformément au Code de l'expropriation, au Code de l'environnement, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur. On distingue :

- le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP),
- le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Intérêt Général (DIG),
- le dossier d'enquête parcellaire.

Il est enfin proposé au Conseil de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour qu'il déclare l'urgence en application de l'article R.232-1 du Code de l'expropriation, compte tenu de l'intérêt à réaliser les travaux dans les délais les plus courts, au regard de la vulnérabilité de la commune de Fabrègues face à une crue Coulazou.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier d'autorisation du système d'endiguement constitué par la digue de la Plantade, la digue des Campanelles et le mur de protection en rive droite du Merdanson, définissant une zone protégée d'une crue du Coulazou d'occurrence centennale, telle que précisée sur la carte annexée,
- approuver les dossiers d'enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique, à la déclaration d'intérêt général et parcellaire,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture des enquêtes publiques conjointes nécessaires à l'obtention de l'arrêté d'autorisation relatif au système d'endiguement ci-dessus, de la DUP, de la DIG et des éventuelles procédures d'expropriation,
- requérir, à l'issue des enquêtes, le prononcé des arrêtés correspondants,
- solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault afin qu'il déclare l'urgence en application de l'article R.232-1 du Code de l'expropriation,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-82045-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- DLE\_Coulazou-v1b.pdf

- Carte des zones\_protégées.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.